



SANTÉ

APPEL À LA GRÈVE DÉBUT JUIN

Le coup de colère de l'hospitalisation privée

Les 180 établissements de santé privés de Paca, adhérents à la Fédération de l'hospitalisation privée, sont déterminés à fermer leurs sites début juin.

Avis de grande pagaille du 3 au 5 juin dans les établissements de santé privés avec l'annonce de l'arrêt des activités des quelque 180 hôpitaux ou cliniques privées de Paca, comme ailleurs en France. À partir de cette date, ils ne prendront en charge aucun patient supplémentaire et les blocs opératoires resteront fermés. *"Trois jours pour toutes les activités, sauf les dialyses, et une semaine de grève du 3 au 9 juin pour les urgences"*, selon Xavier Vaillant, le président de Fédération hospitalière privée (FHP) Sud-Est. Un mouvement qui pourrait être *"reconduite"*.

À la mesure de leur colère, les directions des cliniques et les médecins libéraux dénoncent les décisions tarifaires du ministère de la Santé. Ce dernier prévoit une revalorisation de 4,3 % des tarifs des hôpitaux publics et du secteur non lucratif en 2024, mais de seulement 0,3 % pour les hôpitaux et cliniques privés et de 1,1 % pour les établissements de soins médicaux et de réadaptation privés. Selon la FHP, la différence s'explique par le fait que le gouvernement avait pré-

vu, pour les hôpitaux publics, une enveloppe spécifique pour soutenir les mesures salariales annoncées en 2023 (revalorisation des gardes de nuit et le week-end notamment).

"Décision désastreuse"

Pour les cliniques privées qui ne bénéficieront pas de cette enveloppe, c'est un manque à gagner de 500 millions d'euros. Déjà, dans un communiqué, le président la Fédération hospitalière privée, Lamine Garbit, avait dénoncé, il y a peu, *"une décision désastreuse"* aggravant une situation *"déjà critique, où les tarifs demeurent insuffisants pour assurer une gestion viable des établissements"*.

Réunis à l'occasion d'une conférence de presse, les acteurs de l'hospitalisation privée de Paca ont réaffirmé leur motivation de faire grève, dès le 3 juin. *"Les charges des hôpitaux et cliniques augmentent"*, dénonce Cyril Szymkowickz, PDG de l'hôpital privé Clairval à Marseille et représentant le groupe Ramsay. *"À titre d'exemple, les frais d'énergie s'élevaient à 1 million d'euros par an, pour Clairval. Ils sont aujourd'hui de 2,5 millions. On est à 125 % d'augmentation en un an. Quand on sait que les remboursements de la Sécu représentent 90 % de nos*

chiffres d'affaires, cette maigre revalorisation est intenable."

"La part d'hôpitaux privés en déficit était de 40 % en 2023, elle risque d'atteindre le niveau alarmant de plus de 60 % en 2024, s'alarme Xavier Vaillant, pour le groupe Alma-viva. Une inquiétude que partage Sébastien Nony, responsable de la clinique Bouchard et représentant le groupe Elsan, fort de 140 établissements en France : "La clinique fait partie de ces 35 % établissements qui depuis 2023 sont en difficulté."

"On doit défendre nos outils de travail", souligne Brice Gurriet, gynécologue à la clinique Bouchard. *"On va finir par dégrader la qualité de la prise en charge"*, prévient le Pr Metellus, neurochirurgien à Clairval. *"Ou pousser à la fermeture de services"*, avertissent unanimement les responsables : *"L'hospitalisation privée est un gage de lutte contre les déserts médicaux."*

Henri Escojido, cardiologue et président de la conférence régionale des CME (Commissions médicales d'établissements, NDLR), est catégorique : *"Il n'est pas question de perdurer dans cette inégalité qui ne fait que s'intensifier."* Lui comme les autres baisseront le rideau le 3 juin. À moins que le gouvernement ne trouve des voies

de sortie à ce conflit. *"Je fais confiance au sens des responsabilités des offreur*

question de la députée RN des Bouches-du-Rhône, Joëlle Mélin. *"Je sais quel est leur professionnalisme dans la prise en charge des Français, et je sais qu'ils ne prendraient pas le*

risque de la mettre en péril". Réponse dans les prochains jours. ■

par Tdevaux

